

## CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DE LA PLATEFORME ODA

### 1. Définitions

<u>Avocat consultant</u> :	L'avocate ou l'avocat membre de l'ODA à qui est attribuée la responsabilité de répondre à une Question d'un Utilisateur dans le cadre des Permanences.
<u>CGU</u> :	Les présentes conditions générales d'utilisation.
<u>Contenu tiers</u> :	Le contenu provenant d'un autre site internet ou d'une autre application et qui est répertorié sur la Plateforme ODA.
<u>Contenu d'utilisateur</u> :	Le contenu mis à disposition par un Utilisateur sur la Plateforme ODA.
<u>Données personnelles</u> :	Toutes les informations qui se rapportent à une personne identifiée ou identifiable.
<u>Éditeur</u> :	L'ORDRE DES AVOCATS DE GENÈVE, Maison des avocats, rue de l'Athénée 4, 1205 Genève.
<u>Force majeure</u> :	Circonstances hors du contrôle raisonnable de l'ODA et/ou des Avocats consultants et tous les actes qui ne sont ni prévisibles, ni objectivement imputables à l'ODA.
<u>Formulaire de contact</u> :	L'un des Services de la Plateforme consistant à permettre à l'Utilisateur de contacter l'ODA.
<u>ODA</u> :	L'ORDRE DES AVOCATS DE GENÈVE, Maison des avocats, rue de l'Athénée 4, 1205 Genève.
<u>Permanence</u> :	Le service mis en place par l'ODA, de manière physique, téléphonique ou en ligne, afin d'assurer au public des consultations d'Avocats membres de l'ODA à tarif raisonnable et relatives à des Questions de droit suisse en langue française.
<u>Plateforme ODA</u> :	Le service payant de Permanence en ligne mis en place par l'ODA et dont l'URL est <a href="https://permanenceoda.ch">https://permanenceoda.ch</a> .
<u>Propriété intellectuelle</u> :	Tout droit d'auteur, brevet, design, droit relatif aux bases de données, droit des marques, secret d'affaires, secret commercial, savoir-faire, ou tout autre droit de propriété ou de propriété intellectuelle, qu'il soit enregistré ou non.
<u>Prestataire de paiement</u> :	Le fournisseur de services de paiement en ligne par carte de crédit.
<u>Question</u> :	Problématique juridique en droit suisse soumise par écrit, maximum 800 caractères, espaces compris, en langue française par un Utilisateur à un Avocat consultant par le biais de la Plateforme ODA.
<u>Services</u> :	Les services juridiques en droit suisse fournis par les Avocats consultants dans le cadre de la Permanence proposée par le biais de la Plateforme ODA.

Utilisateur : Toute personne physique ou morale, masculine ou féminine et majeure accédant à la Plateforme ODA.

## **2. Mentions légales**

L'Éditeur de la Plateforme ODA est l'ORDRE DES AVOCATS DE GENÈVE, Maison des avocats, rue de l'Athénée 4, 1205 Genève.

L'Hébergeur de la Plateforme ODA une société sise en Suisse.

## **3. Objet**

Les présentes CGU, la Politique de confidentialité de la Plateforme ODA et la Politique de confidentialité générale de l'ODA régissent l'utilisation de la Plateforme ODA, ainsi que les Services proposés au travers de la Plateforme ODA.

Tout Utilisateur de la Plateforme ODA comprend et accepte que les présentes CGU, la Politique de confidentialité de la Plateforme ODA et la Politique de confidentialité générale de l'ODA s'appliquent intégralement à lui et qu'elles constituent un accord juridiquement contraignant avec l'ODA.

En accédant à la Plateforme ODA, respectivement en utilisant les Services, l'Utilisateur reconnaît et confirme qu'il a lu et compris les CGU et qu'il accepte d'être lié par les termes qui y sont contenus. L'Utilisateur garantit qu'il dispose de la capacité juridique pour accepter les présentes CGU. Il est de la responsabilité de l'Utilisateur de s'assurer qu'il a bien compris les présentes CGU et leur portée.

En adhérant aux présentes CGU, l'Utilisateur reconnaît qu'il est majeur et qu'il dispose de l'exercice des droits civils ou, s'il engage une société, qu'il dispose des pouvoirs pour la représenter valablement. Si tel n'est pas le cas, il lui incombe de faire ratifier ses actes par le représentant légal ou autorisé. L'Utilisateur répond de tous dommages subis par l'ODA à la suite de violation de la présente disposition.

**En cas de non-acceptation des présentes CGU et/ou de la Politique de confidentialité, toute utilisation de la Plateforme ODA et des Services doit immédiatement cesser.**

L'ODA se réserve le droit de modifier à tout moment et à sa pleine et entière discrétion les clauses contenues dans les CGU, dans la Politique de confidentialité de la Plateforme ODA ainsi que les autres politiques applicables. Ces documents pouvant faire l'objet de modifications ultérieures, la version applicable aux Services est celle en vigueur sur le site internet à la date de la passation de la commande. À chaque nouvelle utilisation de la Plateforme ODA, les CGU seront à valider par l'Utilisateur. L'Utilisateur est réputé avoir accepté les modifications par l'utilisation ininterrompue de la Plateforme ODA. Si l'Utilisateur ne désire plus être lié par les CGU et/ou la Politique de confidentialité de la Plateforme ODA et la Politique de confidentialité générale de l'ODA après modification des changements par l'ODA, il devra simplement s'abstenir d'utiliser la Plateforme ODA.

## **4. Accès**

Tous les frais supportés par l'Utilisateur pour accéder à la Plateforme ODA (matériel informatique, logiciels, connexion internet, etc.) sont à sa seule charge.

Une interruption, suspension ou fermeture de la Plateforme ODA, programmée ou non, peut survenir notamment pour des besoins de maintenance, de problèmes de réseau, de problèmes logiciels ou de sécurité, ou en cas de Force majeure. Dans la mesure du possible, l'ODA s'engage à résoudre le problème d'accès dans les meilleurs délais. Aucun frais ni dédommagement ne pourra être réclamé en cas d'interruption, suspension ou fermeture de la Plateforme ODA.

L'ODA peut interrompre, suspendre ou fermer librement et à son gré l'accès à la Plateforme ODA et/ou aux Services de temps à autres afin de les mettre à jour, pour une durée indéterminée. Les éléments de la Plateforme ODA peuvent être dépassés à un moment donné et l'ODA n'est en aucun cas tenu de les actualiser.

## **5. Services**

Les Services sont proposés par le biais de la Plateforme ODA aux Utilisateurs majeurs qui souhaitent obtenir une première consultation juridique en droit suisse de la part d'Avocats consultants en échange d'une contribution financière modeste à titre de participation aux frais de fonctionnement et d'exploitation du dispositif, de la Plateforme ODA et de l'infrastructure mis à disposition par l'ODA.

De manière générale, la Permanence l'ODA a pour fonction de donner un premier avis aux Utilisateurs majeurs par rapport à la Question de droit suisse qui est soumise en langue française à l'Avocat consultant, lequel les conseille de manière sommaire par rapport aux démarches à entreprendre. Les Questions relatives à un droit étranger ne seront pas traitées.

Par le biais de la Plateforme ODA, l'Utilisateur a la capacité de soumettre une Question, par écrit, à un Avocat consultant et de lui adresser, de manière limitée, les documents utiles en format électronique.

La Plateforme ODA permet la mise en relation des Utilisateurs majeurs avec des Avocats consultants. L'ODA intervient comme intermédiaire et se limite à mettre en relation des Avocats consultants, intervenant en toute indépendance et les Utilisateurs souhaitant bénéficier des Services.

Les Questions soumises par les Utilisateurs sur la Plateforme durant le week-end (du vendredi 18h00 au lundi 8h00), respectivement le soir ou la nuit (entre 18h00 et 8h00), sont attribuées à un Avocat consultant le prochain jour ouvrable à 8h00.

L'ODA ne répond ni du respect des délais par l'Avocat consultant, ni du respect des règles professionnelles et déontologiques par l'Avocat consultant, pas plus qu'il ne répond des conseils donnés par l'Avocat consultant en lien avec une Question.

## **6. Tarifs et paiement**

La consultation en ligne est facturée à l'Utilisateur CHF 60.- (*soixante francs suisses*), TVA et frais du Prestataire de paiement compris. Ce montant de CHF 60.- (*soixante francs suisses*) est versé par l'Utilisateur à l'ODA à titre de participation aux frais de fonctionnement et d'exploitation du dispositif, de la Plateforme ODA et de l'infrastructure mise à disposition par l'ODA.

Ce montant de CHF 60.- (*soixante francs suisses*) est payé par l'Utilisateur à l'ODA au moment où celui-ci soumet sa Question par le biais de la Plateforme ODA.

Le montant payé par l'Utilisateur pour une consultation en ligne est remboursable dans l'hypothèse où la Question ne peut être traitée par un Avocat consultant dans les conditions ci-dessous détaillées.

S'il ne souhaite pas être remboursé, l'Utilisateur peut prendre rendez-vous pour une consultation physique auprès de la Permanence de l'ODA, durant les heures d'ouverture de celle-ci. Le cas échéant, le montant versé par l'Utilisateur par le biais de la Plateforme ODA lui sera alors crédité pour la consultation auprès de la Permanence physique de l'ODA.

Le paiement de ce montant doit être effectué par l'Utilisateur au moyen d'une carte de crédit valable.

Les paiements sont intégralement gérés par le Prestataire de paiement dont les conditions générales sont seules applicables s'agissant des paiements par les Utilisateurs de la Plateforme ODA.

L'Utilisateur accepte expressément de respecter les conditions générales du Prestataire de paiement, de lui verser la commission prévue à cet effet et de lui accorder toutes les autorisations bancaires nécessaires pour effectuer le paiement avec sa carte de crédit ou bancaire.

L'ODA n'agit pas en tant qu'intermédiaire financier ni en tant que prestataire de paiement pour les transactions qui ont lieu via la Plateforme ODA, lesdites transactions étant opérées par le Prestataire de paiement.

La transaction de l'Utilisateur par carte de crédit est effectuée à ses risques et périls. L'ODA ne sera en aucun cas responsable d'un retard dans l'autorisation bancaire relative à sa carte bancaire ou de tout dommage ou perte qui pourrait survenir en relation avec la transaction par carte de crédit effectuée via la Plateforme ODA.

## **7. Prise de rendez-vous**

Lorsque l'Utilisateur se rend sur la Plateforme ODA pour prendre rendez-vous auprès de la permanence physique de l'ODA, il accepte expressément que l'ODA ne procédera à aucun remboursement s'il manque son rendez-vous ou l'annule moins de 24 heures à l'avance.

## **8. Règles professionnelles et déontologiques**

La Plateforme ODA impose aux Avocats consultants de se conformer aux règles professionnelles et déontologiques qui leur sont applicables.

En particulier, la Plateforme ODA permet à l'Avocat consultant de procéder à une vérification des conflits d'intérêts avant que toute information ou document ne lui soit rendu accessible. Cette vérification est effectuée par l'Avocat consultant sur la base des informations fournies par l'Utilisateur et sur la base de ces dernières seulement.

En cas de conflit d'intérêts, la Question sera soumise à un autre Avocat consultant.

Lorsqu'il accepte la Question, l'Avocat consultant confirme qu'il n'a identifié aucun conflit d'intérêts en lien avec l'Utilisateur, la Question et/ou toute autre partie concernée par celle-ci.

## **9. Prestations de l'Avocat consultant**

Le conseil que l'Avocat consultant est amené à fournir à l'Utilisateur se limite à la réponse apportée à une Question, le cas échéant après une analyse sommaire des documents fournis par l'Utilisateur.

Le but de cette consultation en ligne est de fournir à l'Utilisateur une réponse aussi pratique et utile que possible et de le renseigner sur les prochaines étapes recommandées sur la base des informations transmises.

Lorsque la Question posée par l'Utilisateur exige une analyse jurisprudentielle ou doctrinale, respectivement une assistance juridique plus poussée, l'Avocat consultant expose brièvement les raisons de cette conclusion et recommande à l'Utilisateur de mandater un Avocat. L'Avocat consultant est habilité à accepter le mandat dans la mesure où celui-ci entre dans son champ d'activité et de compétence. Si tel n'est pas le cas, l'Avocat consultant réfèrera l'Utilisateur auprès d'un autre avocat. La réponse à la Question ne peut être facturée à l'Utilisateur par l'Avocat consultant.

Les services complémentaires de l'Avocat consultant ne sont pas couverts par les CHF 60.- payés par l'Utilisateur.

## 10. Question

Lorsque l'Utilisateur soumet une Question par le biais de la Plateforme ODA, l'Utilisateur garantit que les informations qu'il communique à l'Avocat consultant (y compris, notamment les informations permettant de définir s'il existe un éventuel conflit d'intérêts) sont rigoureusement exactes, actuelles, ne sont pas de nature à induire en erreur, ne constituent pas une usurpation d'identité. Ni l'Avocat consultant, ni la Plateforme ODA ne peut être tenu responsable d'une réponse donnée sur la base d'informations erronées fournies par un Utilisateur.

Lorsque l'Avocat consultant prend connaissance d'une Question qui n'est pas intelligible ou dans une langue qui n'est pas la langue française, il le signale par le biais de la Plateforme ODA. Le cas échéant, l'Utilisateur est informé du fait que sa Question n'a pas pu être traitée par l'intermédiaire de la Plateforme ODA pour les motifs précités. Si la Question est inintelligible, l'Utilisateur est invité à prendre rendez-vous pour une consultation auprès de la Permanence juridique de l'ODA. Le cas échéant, l'article 6.4 est applicable.

## 11. Réponse

Lorsque l'Avocat consultant aura répondu à sa Question, l'Utilisateur reçoit une notification par e-mail contenant un lien vers la réponse, et un code d'authentification à saisir.

La réponse est disponible durant 14 jours sur la Plateforme ODA. Passé ce délai, elle est archivée par l'ODA.

## 12. Secret professionnel

Les Données, documents et informations fournis par les Utilisateurs dans le cadre des Permanences sont protégés par le secret professionnel de l'Avocat consultant. Dans le cadre de la fourniture des Services, l'ODA agit comme auxiliaire de l'Avocat consultant et, à ce titre, est tenu au secret professionnel.

Le secret professionnel est garanti par l'Avocat consultant dans le cadre du contrat de mandat conclu avec l'Utilisateur.

Afin de garantir le respect du secret professionnel dans l'espace numérique, l'Avocat consultant prend les mesures nécessaires pour que les informations portées à sa connaissance par le biais de la Plateforme ODA ne puissent pas être consultées par des tiers.

A cette fin, l'Avocat consultant est tenu d'utiliser un mot de passe suffisamment robuste et sécurisé pour accéder à son compte sur la Plateforme ODA et de le renouveler régulièrement.

L'ODA ne répond pas de pertes ou fuites de Données personnelles et/ou de violation du secret professionnel résultant d'actes ou de négligences des Avocats consultants, en particulier en lien avec leurs paramètres de sécurité et/ou leur(s) système(s) d'information.

## 13. Conservation des données

L'ODA intervient comme sous-traitant des Avocats consultants lorsqu'il traite les Données personnelles des Utilisateurs par le biais de la Plateforme.

L'ODA ne permettra un accès à un Avocat consultant à des Données des Utilisateurs qu'en cas de litige avec un Utilisateur ou, après avoir retiré toute information couverte par le secret professionnel de l'Avocat consultant, sur injonction de la justice.

Lorsqu'il répond à la question de l'Utilisateur, l'Avocat consultant sous-traite la conservation des Données personnelles de l'Utilisateur relatives à la Question à l'ODA, lequel accepte expressément de conserver sur

ses propres serveurs et/ou systèmes de stockage conformément à ses obligations de conservation les Données personnelles de l'Utilisateur pour le compte de l'Avocat consultant.

Les données des Utilisateurs seront conservées par l'ODA, en tant que Responsable du traitement et sur délégation de l'Avocat consultant, durant 10 ans dès l'envoi de la réponse à la Question.

#### **14. Absence de garantie**

L'ODA ne peut pas assurer de disponibilité permanente et ne peut pas être tenu responsable pour une interruption, même prolongée d'accès à la Plateforme ODA et/ou des Services, en particulier dans le contexte d'une surcharge du réseau ou d'impossibilité d'accès à la Plateforme ODA.

L'ODA ne donne aucune garantie et ne fait aucune déclaration selon laquelle (i) la Plateforme ODA et son contenu répondront aux besoins spécifiques de l'Utilisateur ou seront exacts ou exempts de tout risque (ii) la Plateforme ODA et son contenu seront disponibles, ininterrompus, ponctuels, sécurisés ou sans erreur (iii) les autres Utilisateurs et/ou les Avocats consultants se conformeront à leurs obligations et/ou aux dispositions légales applicables.

L'ODA ne répond pas de l'intégrité des documents mis à disposition par les Utilisateurs via la Plateforme ODA. Lorsqu'un Utilisateur ou un Avocat consultant les téléchargent, ils le font à leurs seuls risques et, de ce fait, sont seuls responsables de tout dommage ou perte de données qui résulteraient du téléchargement de tels documents.

Aucune information, qu'elle soit verbale ou écrite, obtenue par l'Utilisateur auprès de l'ODA et/ou par le biais de la Plateforme ODA ne créera une garantie ou une autre obligation pour l'ODA qui ne soit pas expressément indiquée dans les CGU et l'ODA décline toute responsabilité découlant de toute confiance mise dans ces éléments par tout Utilisateur ou par quiconque pourrait être informé de toute partie de son contenu.

Les informations et indications figurant sur la Plateforme ODA n'engagent aucunement la responsabilité de l'ODA et ne constituent pas un engagement contractuel de la part de l'ODA. Les photographies et autres images présentées sur la Plateforme ODA ne sont pas contractuelles et n'engagent aucunement l'ODA quant à leur véracité et authenticité.

#### **15. Exclusion de responsabilité**

L'Utilisateur comprend et accepte que l'ODA ne peut être tenue responsable de comportements illicites, y compris une violation du secret professionnel, de la part de tiers, des Avocats consultants, d'autres auxiliaires ainsi que de la part des autres Utilisateurs de la Plateforme ODA.

L'Utilisateur comprend et accepte que l'ODA ne peut être tenue responsable d'accès indus à ses Données personnelles, à ses Questions et/ou aux réponses à ses Questions.

L'ODA exclut toute responsabilité de dommages et/ou pertes indirects, notamment en cas de pertes de chiffre d'affaires, gains manqués, ventes, ou revenus, interruption d'exploitation, perte d'économies anticipées, perte de chance dans le domaine professionnel, de clientèle ou d'atteinte à la réputation.

**En dehors d'une faute ou négligence grave imputable directement et exclusivement à l'ODA (à l'exclusion de toute faute imputable à l'Avocat consultant), l'ODA décline toute responsabilité en lien avec des dommages, directs ou indirects, matériels ou immatériels, causés aux Utilisateurs en raison des conseils donnés par les Avocats consultants dans le cadre des Services de Permanences en ligne.**

**En dehors d'une faute ou négligence grave imputable directement et exclusivement à l'ODA (à l'exclusion de toute faute imputable à l'avocat consultant), l'ODA décline toute responsabilité en lien**

**avec des dommages, directs ou indirects, matériels ou immatériels que la Plateforme ODA pourrait causer aux Utilisateurs, aux Avocats consultants et/ou à des tiers.**

## **16. Responsabilité civile des Avocats consultants**

De manière générale, les Avocats consultants œuvrant dans le cadre de la Permanence agissent sous leur responsabilité civile personnelle. Cela s'applique également en lien avec les consultations en ligne par le biais de la Plateforme ODA.

## **17. Indemnisation**

Si l'Utilisateur commet un manquement ou n'observe pas ses obligations résultant des CGU et/ou de la Politique de confidentialité de la Plateforme ODA et/ou des autres politiques applicable et/ou ses obligations légales, l'ODA se réserve le droit de limiter l'accès à la Plateforme ODA et/ou aux Services, sans préavis ou indication de motifs et sans aucune indemnisation.

L'ODA a le droit de suspendre ou restreindre l'accès à tout ou partie des éléments de la Plateforme ODA à titre permanent ou temporaire, sans préavis et sans avoir à fournir de justification.

L'Utilisateur s'engage à indemniser l'ODA, ses représentants et employés et le ou les Avocats consultants et à les exonérer de toute responsabilité pour toutes pertes, dommages, réclamations, pénalités, amendes, frais et dépenses, y compris sans limitation les honoraires d'avocat et les frais de justice, qui peuvent prendre naissance au sujet :

- de son utilisation de la Plateforme ODA et/ou des Services ;
- du non-respect des CGU et/ou de la Politique de confidentialité de la Plateforme ODA et de la Politique de confidentialité générale de l'ODA ;
- de toute violation de Droit de Propriété intellectuelle et/ou Droit de la personnalité de tiers ; et
- de tout dommage causé par le biais des outils technologiques de la Plateforme ODA.

## **18. Force majeure**

L'ODA n'est en aucun cas responsable d'éventuel manquement s'il est le résultat d'un cas de Force majeure.

Les Avocats consultants ne répondent pas de leurs obligations à l'encontre des Utilisateurs en cas de Force majeure.

En cas de Force majeure, les obligations de l'ODA et/ou des Avocats consultants sont suspendues jusqu'au rétablissement complet de la situation ayant entraîné un cas de Force majeure.

## **19. Protection des données**

La Politique de confidentialité de la Plateforme ODA définit la pratique en matière de protection des données. Cette Politique de confidentialité est complétée par la Politique de confidentialité générale de l'ODA ([lien](#)). Le contenu de ces deux documents est expressément accepté par les Utilisateurs.

## **20. Propriété intellectuelle**

L'ODA est titulaire, en tant que licencié exclusif, de tous les Droits de Propriété Intellectuelle relatifs à la Plateforme ODA et des logiciels sur laquelle elle se base.

L'ODA est propriétaire exclusif de tous les Droits de Propriété intellectuelle tant sur la structure que sur le contenu de la Plateforme ODA, ainsi que des bases de données qu'elle contient.

Le nom de domaine sur lequel la Plateforme ODA est hébergée est la propriété exclusive de l'ODA. L'Utilisateur n'est pas autorisé à faire pointer un autre site vers ce nom de domaine et/ou à utiliser ou à adopter un nom similaire pour son propre usage.

Dans le cadre de sa délégation par l'Avocat consultant, L'ODA accorde à l'Utilisateur une sous-licence non-exclusive, non-transférable, non-sous-licenciable, pour une durée limitée et révocable en tout temps, d'accéder à la Plateforme ODA, d'afficher le contenu de la Plateforme ODA, d'utiliser les Services contenus sur la Plateforme ODA, de la consulter et de l'utiliser pour son usage personnel exclusivement (sans droit d'utilisation par des tiers).

La consultation et l'utilisation de la Plateforme ODA ne confèrent aucun droit de Propriété intellectuelle à l'Utilisateur sur un quelconque élément figurant sur la Plateforme ODA.

Toute reproduction (y compris par téléchargement, impression, etc.), représentation, mise à disposition, communication au public, adaptation, modification, traduction, transformation, diffusion, intégration dans une autre plateforme internet, exploitation commerciale et/ou réutilisation de quelque manière que ce soit de tout ou partie des éléments de la Plateforme ODA est strictement interdite sans l'autorisation préalable et écrite de l'ODA.

L'Utilisateur s'engage à ne pas reproduire, pirater, télécharger, copier, mettre à disposition, diffuser ou utiliser d'une quelconque manière les textes, bases de données, données, codes, images ou le contenu de la Plateforme ODA.

L'Utilisateur s'engage à ne pas utiliser, recopier ou de toute autre manière se prévaloir du nom de l'ODA et des éventuelles marques détenues par ce dernier et/ou effectuer tout acte qui serait contraire aux Droits de Propriété Intellectuelle, y compris, notamment, décompiler les logiciels, contourner, violer, contrefaire, décomposer ou reproduire d'une quelconque manière les Droits de Propriété Intellectuelle relatifs à la Plateforme ODA, à son contenu et/ou aux logiciels qu'elle contient.

L'ODA se réserve le droit, sans préavis, de retirer la sous-licence susmentionnée à tout moment avec effet immédiat en cas de violation de la loi ou du non-respect des présentes CGU. L'ODA se réserve le droit, sans préavis, de modifier ou de supprimer tout élément de la Plateforme ODA en tout temps et de prendre toute mesure appropriée afin de mettre fin à une atteinte en cas de violation de ses Droits de Propriété intellectuelle ou afin de protéger l'intégrité et le bon fonctionnement des systèmes informatiques, des serveurs, des bases de données, des réseaux, de la Plateforme ODA, des Données personnelles des Utilisateurs.

Toute utilisation non autorisée de l'un des éléments reproduits sur la Plateforme ODA (piratage, contrefaçon, téléchargement illicite, etc.) donnera lieu à des poursuites judiciaires civiles et/ou pénales et au paiement de dommages et intérêts à l'ODA.

## **21. Sécurité**

L'ODA s'engage à veiller à ce que la Plateforme ODA corresponde à l'état actuel de la technique en matière de sécurité.



L'Utilisateur est tenu de veiller à la sécurité des systèmes, programmes et données qui se trouvent dans sa sphère d'influence. Il est seul responsable de la configuration de son matériel informatique, de ses programmes et plateformes informatiques utilisés pour accéder à la Plateforme ODA. Il appartient à l'Utilisateur de maintenir son navigateur dans un état lui permettant une utilisation conforme et sécurisée de la Plateforme ODA.

L'accès technique à la Plateforme s'effectue à travers le fournisseur de navigateur choisi par l'Utilisateur et son fournisseur Internet. L'ODA décline toute responsabilité en cas de dysfonctionnement du navigateur de l'Utilisateur et/ou en cas de panne de réseau.

En cas de violation des obligations définies dans les présentes CGU, l'ODA peut immédiatement bloquer l'accès de l'Utilisateur. Le cas échéant, l'ODA se réserve le droit de faire valoir des dommages-intérêts à l'encontre de l'Utilisateur.

## **22. Activités prohibées**

L'Utilisateur s'engage à ne pas transmettre, par quelque moyen que ce soit, de contenu incluant des programmes, des codes, des virus ou tout autre procédé destiné à détruire, à limiter les fonctionnalités de la Plateforme ODA ou à collecter illicitement des Données personnelles.

L'Utilisateur garantit avoir vérifié que sa configuration informatique ne contient aucun virus.

Tout Utilisateur est autorisé à utiliser la Plateforme ODA uniquement en conformité avec les lois suisses et toute autre loi qui s'appliquerait à lui. L'Utilisateur n'est autorisé à faire qu'un usage légal de la Plateforme et tout usage illégal ou inapproprié est exclu.

En utilisant la Plateforme ODA, l'Utilisateur s'engage notamment à ne pas :

- utiliser ou tenter d'utiliser la Plateforme ODA et/ou les Services d'une manière ou dans une finalité offensante, abusive ou illicite, y compris commettre ou faciliter la fraude, en particulier en publiant ou en employant des termes susceptibles d'être offensants ou inappropriés, notamment mais pas seulement par le biais du Formulaire de contact et/ou de Questions ;
- solliciter ou tenter de solliciter des prestations commerciales dans les communications, sous quelque forme que ce soit, envoyées ou publiées à travers la Plateforme ODA et/ou les Services, notamment mais pas seulement par le Formulaire de contact et/ou de Questions ;
- transmettre ou tenter de transmettre du contenu protégé par un Droit de Propriété Intellectuelle sans avoir obtenu au préalable le consentement exprès de son titulaire ;
- utiliser ou tenter d'utiliser des informations mises à disposition sur la Plateforme ODA à des fins commerciales, en particulier en les réutilisant ou en les distribuant en ligne ;
- utiliser ou tenter d'utiliser un script ou un programme automatisé (y compris mais sans s'y limiter, un robot, une araignée (*spidering*, *sniffing*, *crawling*, *web scraping*, etc.) ou tout autre moyen automatisé ou interface pour accéder à la Plateforme ODA et/ou aux Services proposés sur la Plateforme ODA et/ou aux Données personnelles des Utilisateurs ;
- interférer ou tenter d'interférer avec le bon fonctionnement de la Plateforme ODA et/ou Services proposés sur la Plateforme ODA ou la jouissance qu'en tire tout Utilisateur, par quelque moyen que ce soit, de toute manière susceptible d'endommager, de désactiver, de surcharger ou encore d'altérer la Plateforme ODA, en particulier pirater ou tenter de contourner les techniques de filtrage de contenu que l'ODA se réserve le droit d'utiliser ;

- copier, modifier, fusionner, vendre, redistribuer, attribuer, transférer le logiciel ou le code source de la Plateforme ODA, ou de toute partie de celui-ci, ainsi que faire de l'ingénierie inversée, décompiler, désassembler, traduire, déchiffrer ou tenter de découvrir le code source utilisé pour la Plateforme ODA ;
- porter atteinte ou tenter de porter atteinte à tout brevet, marque, secret commercial, droit d'auteur détenu par l'ODA ;
- accéder ou tenter d'accéder à tout Service ou partie de la Plateforme ODA auquel l'Utilisateur n'est pas autorisé à accéder en particulier au serveur sur lequel la Plateforme ODA est hébergé ou tout autre serveur, ordinateur ou base de données connectés aux Services de l'ODA ;
- introduire ou tenter d'introduire des virus, chevaux de Troie, *ransomware* ou autre matériel malveillant ou technologiquement nuisible dans la Plateforme ODA ou dans les appareils des Utilisateurs et/ou Avocats consultants ; et
- utiliser ou tenter d'utiliser la Plateforme ODA et/ou les Services en violation avec les présentes CGU et/ou la Politique de confidentialité.

### 23. Divers

Les CGU, la Politique de confidentialité de la Plateforme ODA ainsi que les autres politiques applicables, y compris toute modification ou ajout auquel l'ODA pourrait procéder en tout temps, constituent l'accord complet entre l'Utilisateur et l'ODA en lien avec la Plateforme ODA.

L'ODA est libre de conclure avec chaque Utilisateur qui le souhaiterait un accord complétant les CGU. Sous réserve que ledit accord les exclue expressément, les CGU seraient dans tous les cas pleinement applicables à la relation entre l'ODA et l'Utilisateur.

Le fait que l'ODA n'exerce pas ou ne fasse pas appliquer tout droit ou toute disposition des CGU ne constitue pas une renonciation à ce droit ou à la disposition pertinente.

Dans l'hypothèse où des clauses des présentes CGU devaient être déclarées nulles ou devenir nulles ou sans effet ou si des lacunes devaient apparaître, les autres dispositions demeureraient valables. Les clauses non valables seraient interprétées ou remplacées de telle façon que le but visé par les parties soit atteint dans toute la mesure du possible.

Les titres des articles des CGU n'ont pour but que d'en faciliter la consultation et n'ont aucun effet juridique ou contractuel. Si l'une ou l'autre des clauses des CGU est considérée par un juge comme étant illicite ou inapplicable dans un cas particulier, le reste de ladite clause et les autres clauses demeurent néanmoins pleinement applicables.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas revendiquer l'application de l'une des dispositions des présentes CGU ou de ne pas se prévaloir de sa violation, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette partie au bénéfice de ladite disposition.

### 24. Résiliation

L'ODA peut bloquer, résilier ou suspendre la possibilité pour un Utilisateur d'utiliser ou d'accéder à la Plateforme ODA, en tout ou en partie, sans préavis et en tout temps, à sa seule discrétion et notamment en cas de violation des CGU. Dans la même mesure, l'ODA peut fermer la Plateforme ODA.

L'ODA a le droit, sans aucune obligation, de supprimer et retirer immédiatement de la Plateforme ODA tout Contenu tiers.

Toutes les Données Personnelles qui ont été récoltées à travers la Plateforme ODA seront conservées par l'ODA durant 10 ans après la fin de l'utilisation de la Plateforme ODA et/ou des Services conformément à la Politique de confidentialité.

L'ODA n'a pas de contrôle et ne sera pas responsable pour tout contenu qui serait affiché sur tout site Internet, moteur de recherche ou réseau social à la suite d'un partage ou d'un référencement.

## **25. Droit applicable et for**

Les CGU, de même que toutes les questions qui en découlent ou sont en relation avec elles (y compris les différends ou prétentions non-contractuels et leur interprétation) seront soumises au droit suisse, à l'exclusion des règles en matière de conflit des lois. Le for exclusif pour tout litige relatif à l'interprétation, l'application ou l'exécution des présentes CGU est situé à Genève, en Suisse.

*N.B. : Dans le présent document, l'emploi du masculin générique pour désigner des personnes ou des fonctions n'a d'autre fin que celle d'alléger le texte.*



Copyright © 2023 Ordre des avocats de Genève. Toute reproduction sans accord préalable de l'Ordre des avocats de Genève est prohibée. Tous droits réservés.